

## OFFRE DE CONTRAT DOCTORAL (36 MOIS)

**Co-existence des initiatives de relocalisation de l'alimentation et construction de la résilience alimentaire territoriale. Le cas des initiatives de structuration de l'offre maraîchère dans les Métropoles de Clermont-Ferrand et Lyon**

**Institution d'accueil :** VetAgro Sup – Campus agronomique de Clermont-Ferrand (Lempdes, 63)

**Unité d'accueil :** UMR Territoires

**Financement :** Projet ReSysTerr financé par La Région Auvergne-Rhône-Alpes, Programme Pack Ambition recherche 2021, janvier 2022-septembre 2026

**Date limite de candidature :** 24 juin 2022

**Début du contrat doctoral :** octobre 2022

**PRESENTATION DE L'UMR TERRITOIRES ET DE VETAGRO SUP**

**VetAgro Sup** est un établissement d'enseignement supérieur et de recherche sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, implanté sur deux campus (le campus agronomique à Lempdes (63) et le campus vétérinaire à Marcy l'Étoile (69)). L'Établissement développe son activité autour de thématiques telles que la santé animale, la santé publique, l'agriculture, l'agro-alimentaire, l'environnement et le développement territorial.

L'**UMR Territoires** regroupe une centaine de membres, sous les tutelles AgroParisTech, INRAE, Université Clermont-Auvergne et VetAgro Sup. Son projet scientifique interroge la façon dont les territoires et leurs acteurs s'adaptent et innovent dans un environnement économique, social et politique fluctuant et complexe, en croisant sciences sociales et sciences biotechniques. Dans ce cadre, la question des agrosystèmes, et plus particulièrement des systèmes alimentaires, de leurs transitions et de leur intégration dans les territoires est centrale.

**RESUME DU PROJET**

La ou le doctorant.e conduira ses travaux de recherche dans le cadre du projet ReSysTerr (Résilience des systèmes alimentaires territoriaux), financé par la Région Auvergne-Rhône-Alpes dans le cadre de l'appel à projets Pack Ambition Recherche 2021.

Le projet ReSysTerr s'inscrit dans un contexte où les dérives et externalités négatives du modèle agro-industriel ont conduit à un fort développement des initiatives visant à relocaliser l'alimentation dans les territoires (Kneafsey et al., 2013). Ces démarches visent une transition des systèmes alimentaires vers des modèles alternatifs plus durables sur les plans environnemental, économique et social (Renting, Marsden et Banks, 2003). Ces derniers mois, les mesures restrictives mises en place pour lutter contre l'épidémie de Covid19 ont remis en lumière les limites du modèle conventionnel (Clapp et Moseley, 2020) et le besoin de construire des modèles alternatifs pour des systèmes alimentaires « résilients », c'est-à-dire garantissant « à tous, dans le temps et à différentes échelles, une alimentation suffisante, adaptée et accessible malgré des perturbations diverses y compris celles qui sont non prévisibles » (Tendall et al., 2015, pp. 19).

Ces démarches de relocalisation alimentaire sont très diverses tant en termes d'acteurs (acteurs des filières, acteurs publics et de l'accompagnement, de la société civile, ...), de modèles économiques et de modes d'organisation (AMAP, partenariats supermarchés-agriculteurs, magasins participatifs ...) que d'environnements socio-économiques et politiques (Thomé et al., 2021). Cette diversité ne facilite pas leur appropriation par les acteurs des territoires. Ainsi, aujourd'hui, si de nombreux territoires souhaitent mettre en place des stratégies de relocalisation alimentaire, peu d'entre eux savent lesquelles privilégier pour atteindre un état de résilience alimentaire, ni comment les accompagner dans leur multiplicité. En effet, dans ce contexte, le « potentiel transformateur » et la capacité des initiatives à soutenir le développement de véritables systèmes alimentaires territorialisés plus durables et résilients peuvent être interrogés (Lamine et al., 2012). En effet, le changement d'échelle (« massification » ou *scaling up*) des initiatives porteuses d'un modèle alternatif et leur capacité de porter une transition systémique est posée. C'est aussi leur capacité « intégratrice » qui est débattue à travers la question de l'accès « à tous » (consommateurs mais aussi producteurs) à des marchés plus durables (Mount, 2012). Un certain nombre de travaux mettent en avant l'intérêt de dépasser une approche purement dichotomique opposant « alternatif » et « conventionnel » (Le Velly, Dufeu et Le

Grel, 2016). Ils suggèrent d'envisager des systèmes « hybrides » intégrant aussi des acteurs issus du système conventionnel pour assurer la distribution de volumes plus importants à une plus grande échelle (Bloom et Hinrichs, 2010). Ils soulignent néanmoins la nécessité, dans ces configurations, de maintenir des formes d'organisation qui répondent aux valeurs de durabilité des systèmes alternatifs (Clark et Inwood, 2016 ; Le Velly, Désolé et Chazoule, 2020) pour éviter notamment des phénomènes de « conventionnalisation » (Bui et al., 2019 ; Mount et Smithers, 2014). On interroge alors les phénomènes de coexistence et de confrontation des modèles agricoles et alimentaires (Gasselien et al., 2021). Thomé et alii (2021) montrent qu'il peut exister différentes formes de co-existence (non-coopérative, concurrentielle, coopérative et coordonnée) entre des modèles d'organisation de type « filières conventionnelles » et des « filières courtes » mais l'analyse de l'impact de ces différentes formes sur les dynamiques de transition des systèmes alimentaires vers des modèles plus durables et résilients reste à faire. Au-delà de la question des modèles, le foisonnement des initiatives soulève également la question de leur capacité à coexister de façon « positive » pour construire des systèmes alimentaires territoriaux résilients. C'est alors la façon dont les acteurs des publics peuvent intervenir dans la construction d'une gouvernance alimentaire territoriale permettant la coordination des acteurs de l'alimentation pour limiter l'atomisation des initiatives et les mettre en cohérence pour construire des systèmes alimentaires résilients qui est aussi interrogée (Billion et al., 2016).

Parallèlement à cette problématique de la coexistence, la notion de résilience est de plus en plus présente (constat renforcé par le contexte de crise et d'incertitudes fortes liées à la pandémie de COVID 19) et devient un objectif central des politiques et des initiatives en faveur de la transition des systèmes alimentaires (Les greniers d'Abondance, 2020 ; Stone et Rahimifard, 2018 ; Tendall et al., 2015). Néanmoins, malgré l'abondante littérature et la multiplicité des initiatives qui s'en réclament, cette notion reste encore peu opérationnelle pour les acteurs des territoires (Béné, 2020).

Dans ce cadre, l'objectif de la thèse est double. D'une part, il vise à analyser quelles sont les formes de co-existence qui peuvent s'établir, à l'échelle d'un territoire, entre des initiatives portées par des acteurs très divers mais qui visent toutes à relocaliser l'offre alimentaire. D'autre part, il a pour objectif de comprendre comment, et sous quelles conditions de gouvernance territoriale, la co-existence d'une diversité d'initiatives peut participer à une « résilience alimentaire territoriale ».

La recherche sera conduite à deux échelles : (i) à l'échelle de collectifs d'acteurs, elle caractérisera les initiatives par les acteurs porteurs et impliqués, les objectifs poursuivis et les dispositifs de gouvernance propres à ces collectifs ; (ii) à l'échelle des territoires, la recherche analysera les formes de co-existence de ces initiatives (concurrence, coopération, co-évolution, ...), les modalités de la gouvernance et les effets sur la construction d'une résilience alimentaire territoriale. Cette approche multi-scalaire permettra de formuler des pistes de réflexion et des recommandations pour la construction d'une gouvernance alimentaire territoriale visant la résilience des systèmes alimentaires territoriaux à travers l'organisation de la coexistence des différentes initiatives.

Pour atteindre ces objectifs scientifiques, le projet se centrera sur le cas des productions maraîchères. Les territoires d'étude seront les aires métropolitaines de Clermont-Ferrand et de Lyon dans lesquelles l'amélioration de l'auto-alimentation en légumes constitue un objectif fort des stratégies alimentaires territoriales.

Le Grand Clermont, la Métropole de Lyon, l'ISARA, la Chambre régionale d'agriculture AURA, CAP Rural et CERESCO sont partenaires de ce projet. Ces partenariats permettront d'enrichir le travail de terrain par la connaissance et l'expérience des personnes impliquées (connaissance des initiatives, des acteurs, des projets développés sur le territoire). Ils visent aussi à assurer une cohérence entre la recherche conduite et les besoins exprimés par les acteurs de terrain, le travail de thèse visant notamment à leur apporter une aide à la prise de décision et à la définition d'outils. Le projet s'intègre également dans les travaux conduits dans le RMT Alimentation locale.

## **PLANIFICATION DU TRAVAIL DE THESE SUR LES TROIS ANNEES**

---

Le tableau ci-dessous présente l'échéancier envisagé pour le projet ReSysTerr. La thèse se déroulera sur les trois premières années du projet. La.le doctorant.e bénéficiera de l'appui d'un.e stagiaire accueilli.e à l'Isara au cours de la deuxième année. Elle ou il participera donc à son encadrement pour assurer une cohérence entre sa recherche et les travaux de la ou du stagiaire.

La/le doctorant.e participera également au comité de pilotage du projet composé de l'ensemble des partenaires qui sera réuni 2 fois par an (en lien avec les calendriers des stages et thèse) afin de faire le bilan des avancées du projet et de définir les objectifs et orientations du travail à 6 mois.

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
Construction d'un cadre d'analyse de la résilience alimentaire territoriale et de la coexistence (synthèse bibliographique entretiens exploratoires)	Thèse			
Repérage des initiatives (synthèse bibliographique, entretiens exploratoires)				
Caractérisation et cartographie des initiatives, interactions et formes de co-existence (enquêtes)		Thèse Stage 1		
Analyse de la participation à la résilience alimentaire territoriale			Thèse	
Travail avec les acteurs pour la construction d'outils pour la gouvernance				
Déploiement-diffusion-transfert vers les acteurs de territoires				Stage 2

Le projet ReSysTerr s'inscrit dans une démarche de recherche-action qui induit la présentation des résultats intermédiaires et finaux aux acteurs impliqués dans les différentes initiatives analysées ainsi que l'intégration de leurs retours aux résultats de recherche. Les résultats seront également valorisés dans le cadre de différents réseaux en particulier celui du RMT Alimentation Locale. Il est ainsi prévu que la/le doctorant.e puisse suivre les différentes animations et travaux qui seront conduits dans le cadre du RMT. Enfin, une attention particulière sera portée à la mise en place d'une stratégie de publication dans des revues nationales et internationales à comité de lecture ainsi que dans des colloques nationaux et internationaux.

#### ENCADREMENT

La thèse sera co-dirigée par Virginie BARITAUX, Maîtresse de conférences en économie agroalimentaire (VetAgro Sup, UMR Territoires) et Salma LOUDIYI (HDR), Professeure de géographie (VetAgro Sup, UMR Territoires)

#### COMPETENCES REQUISES

- Titulaire d'un diplôme de niveau Master 2 en géographie économique ou éventuellement disciplines voisines avec une capacité attestée à envisager les problématiques territoriales (ex. diplôme d'ingénieur agronome).
- Maîtrise et appétence pour les techniques de recherche et de synthèse bibliographique
- Bonnes aptitudes rédactionnelles (en français et éventuellement en anglais)
- Connaissance des techniques d'enquête et de traitement des données qualitatives
- Expérience des problématiques associées à la territorialisation des systèmes alimentaires
- Savoir faire preuve d'une grande autonomie et d'excellentes capacités relationnelles aussi bien pour la réalisation du travail de terrain que pour l'insertion dans une équipe pluridisciplinaire
- Maîtrise de l'anglais (lu, écrit, parlé).
- Permis B

#### MODALITES DE CANDIDATURE

Les candidat.e.s doivent adresser, **au plus tard le vendredi 24 juin 2022**, les pièces suivantes à Virginie Baritaux ([virginie.baritaux@vetagro-sup.fr](mailto:virginie.baritaux@vetagro-sup.fr)) et Salma Loudiyi ([salma.loudiyi@vetagro-sup.fr](mailto:salma.loudiyi@vetagro-sup.fr)) :

- un curriculum vitae
- une courte lettre de motivation
- une note de 3 pages maximum (hors bibliographie) proposant une courte synthèse bibliographique

Les candidat.e.s retenu.e.s seront auditionné.e.s au début du mois de juillet 2022 en visio-conférence ou sur le campus agronomique de VetAgro Sup.

#### MONTANT DE L'ALLOCATION DE THESE

1 975 euros bruts mensuels

## BIBLIOGRAPHIE CITEE

---

- Béné C. (2020), « Resilience of local food systems and links to food security – A review of some important concepts in the context of COVID-19 and other shocks », *Food Security*, vol. 12, n°4, pp. 805-822.
- Billion C., Baritoux V., Loudiyi S. et Lardon S. (2016), « Les acteurs de la distribution. Quel rôle dans la gouvernance alimentaire territoriale ? », in Patrick Mundler et Juliette Rouchier (dir.), *Alimentation et proximités. Jeux d'acteurs et territoires.*, Paris, Educagri, pp. 345-363.
- Bloom J.D. et Hinrichs C.C. (2010), « Moving local food through conventional food system infrastructure: Value chain framework comparisons and insights », *Renewable Agriculture and Food Systems*, vol. 26, n°01, pp. 13-23.
- Bui S., Costa I., De Schutter O., Dedeurwaerdere T., Hudon M. et Feyereisen M. (2019), « Systemic ethics and inclusive governance: two key prerequisites for sustainability transitions of agri-food systems », *Agriculture and Human Values*, vol. 36, n°2, pp. 277-288.
- Clapp J. et Moseley W.G. (2020), « This food crisis is different: COVID-19 and the fragility of the neoliberal food security order », *The Journal of Peasant Studies*, vol. 0, n°0, pp. 1-25.
- Clark J.K. et Inwood S.M. (2016), « Scaling-up regional fruit and vegetable distribution: potential for adaptive change in the food system », *Agriculture and Human Values*, vol. 33, n°3, pp. 503-519.
- Gasselin, P., Lardon, S., Cerdan, C., Loudiyi, S. et Sautier, D. (dir.) (2021), *Coexistence et confrontation des modèles agricoles et alimentaires. Un nouveau paradigme de développement territorial ?*, Versailles, Quae, 396 p.
- Kneafsey M., Eyden-Wood T., Bos E., Sutton G., Santini F., Gomez y Paloma S., Venn L., Schmutz U., Balázs B., Trenchard L. et Blackett M. (2013), *Short food supply chains and local food systems in the EU a state of play of their socio-economic characteristics.*, Luxembourg, Publications Office.
- Lamine C., Renting H., Rossi A., Wisserker J.S.C. et Brunori G. (2012), « Agri-Food systems and territorial development: innovations, new dynamics and changing governance mechanisms », in Ika Darnhofer, David Gibbon et Benoît Dedieu (dir.), *Farming Systems Research into the 21st Century: The New Dynamic*, Dordrecht, Springer Netherlands, pp. 229-256.
- Le Velly R., Désolé M. et Chazoule C. (2020), « Reprendre la main sur le marché : la construction de circuits intermédiés innovants pour la viande bovine », *Revue Française de Socio-Economie*, vol. n° 24, n°1, pp. 129-147.
- Le Velly R., Dufeu I. et Le Grel L. (2016), « Les systèmes alimentaires alternatifs peuvent-ils se développer commercialement sans perdre leur âme ? Analyse de trois agencements marchands », *Économie rurale*, n°356, pp. 31-45.
- Les greniers d'Abondance (2020), *Vers la résilience alimentaire. Faire face aux menaces globales à l'échelle des territoires.*, Les greniers d'Abondance, 175 p.
- Mount P. (2012), « Growing local food: scale and local food systems governance », *Agriculture and Human Values*, vol. 29, n°1, pp. 107-121.
- Mount P. et Smithers J. (2014), « The Conventionalization of Local Food: Farm Reflections on Local, Alternative Beef Marketing Groups », *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, vol. 4, n°3, pp. 101-119.
- Renting H., Marsden T.K. et Banks J. (2003), « Understanding Alternative Food Networks: Exploring the Role of Short Food Supply Chains in Rural Development », *Environment and Planning A: Economy and Space*, vol. 35, n°3, pp. 393-411.
- Stone J. et Rahimifard S. (2018), « Resilience in agri-food supply chains: a critical analysis of the literature and synthesis of a novel framework », *Supply Chain Management: An International Journal*, vol. 23, n°3, pp. 207-238.
- Tendall D.M., Joerin J., Kopainsky B., Edwards P., Shreck A., Le Q.B., Kruetli P., Grant M. et Six J. (2015), « Food system resilience: Defining the concept », *Global Food Security*, vol. 6, pp. 17-23.
- Thomé K.M., Cappellesso G., Ramos E.L.A. et Duarte S.C. de L. (2021), « Food Supply Chains and Short Food Supply Chains: Coexistence conceptual framework », *Journal of Cleaner Production*, vol. 278, pp. 123207.